

des transports, et dans le commerce. Les dépenses ont touché leur plus bas point au cours du deuxième trimestre pour se redresser dans une certaine mesure au cours de la dernière partie de l'année. Au quatrième trimestre de 1961, le taux désaisonnalisé des investissements en installations et outillage industriels se situait autour de 4 p. 100 au-dessus de la moyenne annuelle de 1961 mais demeurait de 15 p. 100 inférieur au sommet atteint au cours du premier trimestre de 1957.

Le fléchissement de 11 p. 100 des investissements en installations et outillage industriels en 1961 reflète de grandes réductions de programmes dans la fabrication et les services d'utilité publics. La diminution de 10 p. 100 des dépenses des manufacturiers en regard d'une production croissante traduit l'absence de toute pression générale sur la productivité durant l'année. La diminution de 19 p. 100 des investissements des services d'utilité publics en machines et outillage s'associe au parachèvement d'importantes entreprises par les chemins de fer et les services d'électricité.

L'augmentation relativement peu marquée des dépenses en construction non domiciliaire en 1961 s'associe principalement à la montée en flèche des dépenses de l'industrie minière et à un programme de construction élargi dans le secteur institutionnel, hôpitaux et universités s'étant engagés en 1961 dans de vastes entreprises à cet égard. Les augmentations, toutefois, ont été en partie contre-balancées par une diminution des dépenses dans les industries de la fabrication, surtout dans le groupe des métaux primaires et celui des dérivés de pétrole et du charbon.

La valeur totale des habitations mises en place en 1961 n'a que peu varié au regard de 1961. Celle des habitations construites a été de 1,500 millions de dollars, soit environ 1 p. 100 seulement de plus que l'année précédente. Le nombre de logements mis en chantier a été de 126,000 au regard de 109,000 en 1960, augmentation de 16 p. 100; par contre, le nombre parachevés a fléchi de 6.5 p. 100 ou de 124,000 à 116,000. Le taux des habitations mises en construction, qui, grâce à la libéralisation des conditions d'emprunt en vertu de la loi nationale sur l'habitation, s'était élevé vivement à la fin de 1960 et au début de 1961, a baissé au cours des trois derniers trimestres. Le nombre de prêts approuvés en vertu de la loi nationale sur l'habitation a augmenté de 67 p. 100 au cours de l'année pour s'établir à 63,044. Les prêts directs consentis par la Société centrale d'hypothèques et de logement ont augmenté d'à peine plus de 100 millions de dollars pour s'établir à 271 millions.

Sauf durant le quatrième trimestre, où le stockage a été prononcé, l'accumulation des stocks commerciaux n'a eu que peu de répercussions sur la cadence de l'activité économique en 1961. Les stocks des manufacturiers ont continué à s'épuiser jusqu'au quatrième trimestre pour reprendre ensuite une vive allure. Le stockage du dernier trimestre s'est étendu à tous les stades de la fabrication et il s'est accompagné d'une augmentation des nouvelles commandes et d'une accumulation croissante des commandes en carnet. Toutefois, en dépit de ce redressement, le rapport stocks-ventes à la fin de l'année était le plus bas depuis la fin de 1955. Le stockage dans les commerces de gros et de détail a été très prononcé dans le dernier trimestre, particulièrement à l'échelon du gros, où un brusque revirement s'est produit. Dans les deux groupes, le comportement trimestriel tenait, dans une large mesure, à des fluctuations partiellement compensatrices des durables et des non-durables.

Les exportations canadiennes de biens et de services en 1961 se sont élevées à 7,600 millions de dollars, augmentation de près de 8 p. 100 sur 1960. Simultanément, les importations augmentaient de 4 p. 100. Ainsi, la contraction du déficit de 1,100 millions de dollars à 900 millions (base des comptes nationaux) au compte courant international a été l'un des faits saillants de l'année et le déficit de 1961 a été le plus faible depuis 1955. Le cours du change du dollar canadien a été l'un des facteurs qui ont joué dans l'augmentation de la valeur du commerce canadien. La diminution du déficit est attribuable en entier à un excédent au compte du commerce des marchandises, le premier depuis plusieurs années. Le déficit au compte des invisibles